

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

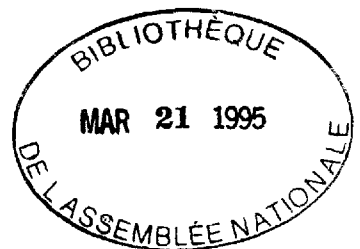
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 68

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives

Présentation

**Présenté par
M. Guy Chevrette
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1995**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise principalement à supprimer ou à restreindre plusieurs contrôles ministériels sur les décisions prises par les élus municipaux et à simplifier ou éliminer certaines formalités ou contraintes administratives.

Dans le domaine du financement municipal, le projet de loi permet à une municipalité d'engager son crédit pendant cinq ans sans devoir obtenir l'approbation du ministre des Affaires municipales. Il prévoit de plus que l'autorisation du ministre n'est plus automatiquement requise en matière de cautionnement.

En matière d'emprunts, le projet de loi prévoit plusieurs assouplissements, notamment à l'égard des emprunts par billet et des emprunts à l'étranger ou en monnaie étrangère.

En ce qui a trait au budget, le projet de loi habilite les municipalités à en reporter la date d'adoption sans devoir obtenir l'accord du ministre des Affaires municipales.

Par ailleurs, ce projet de loi introduit d'autres allègements dans divers domaines de l'administration municipale. C'est ainsi qu'il permet, par exemple, aux municipalités de conserver les immeubles acquis lors d'une vente pour défaut de paiement de taxes. Il leur permet aussi d'aliéner sans formalité, mais toujours à titre onéreux, tout bien dont la valeur n'excède pas 10 000 \$.

Enfin, ce projet de loi supprime certaines formalités applicables au cours du processus conduisant à l'adoption d'un règlement modifiant le schéma d'aménagement d'une municipalité.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);
- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7);
- Loi sur l'entraide municipale contre les incendies (L.R.Q., chapitre E-11);
- Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Projet de loi 68

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

1. L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), modifié par l'article 1 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe 2.1° du paragraphe 1 par le suivant:

«2.1° Aliéner à titre onéreux tout bien meuble ou immeuble; le greffier doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la municipalité autrement que par enchères ou soumissions publiques; l'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur;»;

2° par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 3 par les suivants:

«3. Toute municipalité peut aussi se rendre caution d'une institution, d'une société ou d'une personne morale vouée à la poursuite de fins mentionnées au paragraphe 2.

Toutefois, une municipalité de moins de 50 000 habitants doit obtenir l'autorisation du ministre des Affaires municipales pour se rendre caution d'une obligation de 50 000 \$ et plus et une municipalité de 50 000 habitants et plus doit obtenir une telle autorisation si l'obligation qui fait l'objet de la caution est de 100 000 \$ et plus.»;

3° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa du paragraphe 3 et après le mot « peut », des mots « , dans les cas où son autorisation est requise, ».

2. Les articles 28.3 et 28.4 de cette loi sont abrogés.

3. L'article 29 de cette loi, modifié par l'article 23 du chapitre 23 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le greffier doit, dans les 30 jours qui suivent l'acte de cession ou la conclusion du bail, publier un avis qui indique, selon le cas, l'identité de l'acquéreur ou du locataire et le prix de l'aliénation ou le loyer. ».

4. L'article 29.3 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « trois » par le mot « cinq ».

5. L'article 76 de cette loi est abrogé.

6. L'article 108 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le greffier doit, si le vérificateur nommé pour un exercice n'est pas celui qui a été en fonction pour l'exercice précédent, indiquer au ministre des Affaires municipales le nom du nouveau vérificateur le plus tôt possible après la nomination de ce dernier. ».

7. L'article 468.32 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2.1° par le suivant :

« 2.1° aliéner à titre onéreux tout bien meuble ou immeuble ; le secrétaire doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la régie autrement que par enchères ou soumissions publiques ; l'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur ; » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 3°, de « 2° du premier alinéa » par « 2.1° ».

8. L'article 473 de cette loi, modifié par l'article 109 du chapitre 67 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par la suppression du paragraphe 3;

2° par la suppression, dans les deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa du paragraphe 5, des mots «et le transmettre au ministre des Affaires municipales au cours du mois de janvier suivant son adoption, sous réserve des autres dispositions du présent article, *mutatis mutandis*».

9. L'article 474 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 3 par le suivant:

«S'il ne peut adopter le budget dans le délai applicable, le conseil fixe, de façon que puisse être respectée l'obligation prévue au premier alinéa de l'article 474.2, la date de la séance où le budget doit être adopté. Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le conseil fixe cette date, le greffier en transmet au ministre une copie certifiée conforme.».

10. L'article 514 de cette loi est modifié par la suppression du dernier alinéa.

11. L'article 539 de cette loi est abrogé.

12. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 544, du suivant:

«**544.1** Une partie de l'emprunt, non supérieure à 5 % de son montant, peut être destinée à rembourser le fonds général de la municipalité de tout ou partie des sommes engagées, avant l'adoption du règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

Cette partie de l'emprunt doit être indiquée dans le règlement.».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 555, des suivants:

«**555.1** Le conseil peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, déléguer au trésorier le pouvoir d'accorder le contrat, au nom de la municipalité, à la personne qui y a droit conformément à l'article 554.

« **555.2** Une municipalité qui emprunte par billet peut choisir le prêteur en suivant, compte tenu des adaptations nécessaires, la procédure d'appel d'offres prévue à l'article 554. ».

14. L'article 563.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **563.1** En plus d'obtenir les approbations prévues à l'article 556, le conseil doit, avant de contracter un emprunt, faire approuver les conditions de cet emprunt par le ministre des Affaires municipales.

L'approbation des conditions de l'emprunt n'est toutefois pas requise pour un emprunt par émission d'obligations, un emprunt par billet fait à la suite de l'application de la procédure d'appel d'offres prévue à l'article 554 ou un emprunt par billet dont le montant est inférieur à 100 000 \$.

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

15. L'article 6 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), modifié par l'article 21 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1.1° par le suivant :

« 1.1° aliéner à titre onéreux tout bien meuble ou immeuble ; le secrétaire-trésorier doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la municipalité autrement que par enchères ou soumissions publiques ; l'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur ; ».

16. L'article 7 de ce code, modifié par l'article 23 du chapitre 23 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire-trésorier doit, dans les 30 jours qui suivent l'acte de cession ou la conclusion du bail, publier un avis qui indique, selon le cas, l'identité de l'acquéreur ou du locataire et le prix de l'aliénation ou le loyer. ».

17. L'article 9 de ce code, modifié par l'article 22 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

«9. Toute municipalité peut se rendre caution d'une institution, d'une société ou d'une personne morale vouée à la poursuite de fins mentionnées à l'article 8.

Toutefois, une municipalité de moins de 50 000 habitants doit obtenir l'autorisation du ministre des Affaires municipales pour se rendre caution d'une obligation de 50 000 \$ et plus et une municipalité de 50 000 habitants et plus doit obtenir une telle autorisation si l'obligation qui fait l'objet de la caution est de 100 000 \$ et plus.» ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « peut », des mots « , dans les cas où son autorisation est requise, ».

18. Les articles 13 et 14 de ce code sont abrogés.

19. L'article 14.1 de ce code, modifié par l'article 23 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « trois » par le mot « cinq ».

20. La section II du chapitre II du titre V de ce code, comprenant les articles 185 à 198, est abrogée.

21. L'article 601 de ce code, modifié par l'article 33 du chapitre 33 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2.1° par le suivant :

«2.1° aliéner à titre onéreux tout bien meuble ou immeuble ; le secrétaire doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la régie autrement que par enchères ou soumissions publiques ; l'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur ; » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 3°, du numéro «2° » par le numéro «2.1° ».

22. L'article 625 de ce code est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « approuvé par le ministre des Affaires municipales ».

23. L'article 710 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « approuvé par le ministre des Affaires municipales » ;

2° par la suppression de la dernière phrase du premier alinéa ;

3° par le remplacement des cinquième et sixième alinéas par le suivant :

« La municipalité qui adhère à l'entente doit transmettre à chaque partie à l'entente une copie de la résolution et, le cas échéant, un énoncé des conditions d'adhésion non prévues à l'entente. » ;

4° par la suppression de la première phrase du dernier alinéa.

24. L'article 944.3 de ce code, édicté par l'article 42 du chapitre 33 des lois de 1994, est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, du numéro « 944.1 » par le numéro « 944.2 ».

25. L'article 954 de ce code est modifié par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 3 par le suivant :

« S'il ne peut adopter le budget dans le délai applicable, le conseil fixe, de façon que puisse être respectée l'obligation prévue au premier alinéa de l'article 956, la date de la session où le budget doit être adopté. Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le conseil fixe cette date, le secrétaire-trésorier en transmet au ministre une copie certifiée conforme. ».

26. L'article 966 de ce code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire-trésorier doit, si le vérificateur nommé pour un exercice n'est pas celui qui a été en fonction pour l'exercice précédent, indiquer au ministre des Affaires municipales le nom du nouveau vérificateur le plus tôt possible après la nomination de ce dernier. ».

27. L'article 1026 de ce code est modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant :

« Toutefois, le conseil de la municipalité régionale de comté peut, par règlement, fixer toute autre date pour la vente des immeubles. Si la date ainsi fixée tombe un jour férié, la vente est reportée au premier jour ouvrable suivant. ».

28. L'article 1027 de ce code est modifié par la suppression du dernier alinéa.

29. L'article 1033 de ce code est modifié par la suppression, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, des mots « et, en sus, au remboursement de toute somme qu'il aura avancée pour payer les frais de publication à la *Gazette officielle du Québec*, ».

30. L'article 1040 de ce code est abrogé.

31. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1063, du suivant :

« **1063.1** Une partie de l'emprunt, non supérieure à 5 % de son montant, peut être destinée à rembourser le fonds général de la municipalité de tout ou partie des sommes engagées, avant l'adoption du règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

Cette partie de l'emprunt doit être indiquée dans le règlement. ».

32. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1066, des suivants :

« **1066.1** Le conseil peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, déléguer au secrétaire-trésorier le pouvoir d'accorder le contrat, au nom de la municipalité, à la personne qui y a droit conformément à l'article 1065.

« **1066.2** Une municipalité qui emprunte par billet peut choisir le prêteur en suivant, compte tenu des adaptations nécessaires, la procédure d'appel d'offres prévue à l'article 1065. ».

33. L'article 1067 de ce code est abrogé.

34. L'article 1071 de ce code est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « L'article 12 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux (chapitre D-7) est applicable » par « Les articles 12 et 12.1 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (chapitre D-7) sont applicables ».

35. L'article 1071.1 de ce code est remplacé par le suivant :

« **1071.1** En plus d'obtenir les approbations prévues à l'article 1061, la municipalité doit, avant de contracter un emprunt, faire approuver les conditions de cet emprunt par le ministre des Affaires municipales.

L'approbation des conditions de l'emprunt n'est toutefois pas requise pour un emprunt par émission de bons, un emprunt par billet fait à la suite de l'application de la procédure d'appel d'offres prévue à l'article 1065 ou un emprunt par billet dont le montant est inférieur à 100 000 \$.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

36. L'article 46 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « d'emprunt » par les mots « ou toute résolution » ;

2° par le remplacement, dans les septième, huitième et neuvième lignes du premier alinéa, des mots « au conseil de la municipalité régionale de comté, pour qu'il donne son avis sur le règlement. Dès la réception du règlement, le secrétaire-trésorier doit indiquer par écrit à la municipalité la date de cette réception » par les mots « à la municipalité régionale de comté. Celle-ci peut alors examiner l'opportunité des travaux eu égard aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire » ;

3° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

37. L'article 49 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les sixième, septième et huitième lignes du premier alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu » ;

2° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

38. L'article 51 de cette loi est modifié par la suppression de la dernière phrase du troisième alinéa.

39. L'article 53.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième, sixième et septième lignes du premier alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire

est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

40. L'article 53.7 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du dernier alinéa, des mots « et, à des fins d'enregistrement, à la Commission ».

41. L'article 53.11 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Lorsque le conseil a adopté par renvoi le document prévu au premier alinéa de l'article 53.10, le secrétaire-trésorier doit transmettre à la Commission une copie certifiée conforme du document adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 48. ».

42. L'article 74 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « d'emprunt » par les mots « ou toute résolution » ;

2° par le remplacement, dans les septième, huitième, neuvième et dixième lignes du premier alinéa, des mots « au conseil de la municipalité régionale de comté, pour qu'il donne son avis sur le règlement. Dès la réception du règlement, le secrétaire-trésorier doit indiquer par écrit à la municipalité la date de cette réception » par les mots « à la municipalité régionale de comté. Celle-ci peut alors examiner l'opportunité des travaux eu égard aux mesures de contrôle intérimaire en vigueur sur son territoire » ;

3° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

43. L'article 75 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 7° du premier alinéa par le suivant :

« 7° la transmission prévue à l'article 46 tient lieu de celle prévue à l'article 74. ».

44. L'article 264.1 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 11° du deuxième alinéa.

45. L'article 264.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 3.1° du deuxième alinéa, des mots « et de l'environnement » par les mots « , de la circulation et du transport » ;

2° par la suppression du paragraphe 4° du deuxième alinéa.

46. L'article 264.3 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 6° du deuxième alinéa.

LOI SUR LES DETTES ET LES EMPRUNTS MUNICIPAUX

47. L'intitulé de la section V de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7) est modifié par le remplacement des mots « OBLIGATIONS ÉMISES » par les mots « EFFETS NÉGOCIABLES ÉMIS ».

48. L'article 12 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « du sceau du ministère des Affaires municipales et » ;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « ce sceau et ».

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12.1 édicté par l'article 46 du chapitre 33 des lois de 1994, des suivants :

« **12.2** Un billet dont le montant est de 100 000 \$ ou plus ou qui est émis à la suite d'un appel d'offres peut être revêtu du certificat mentionné à l'article 12.

« **12.3** L'incontestabilité prévue à l'article 12 s'applique à tout billet même s'il n'est pas revêtu du certificat mentionné à cet article. ».

50. L'article 15 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la sixième ligne du premier alinéa, des mots « , selon le cas, » ;

2° par la suppression, dans la dixième ligne du premier alinéa, des mots « , selon le cas, » ;

3° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Une municipalité peut habiliter toute personne qu'elle désigne à demander une autorisation prévue au premier alinéa. » ;

4° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Malgré toute disposition d'une loi générale ou spéciale, un emprunt visé au premier alinéa ne requiert aucune autorisation du ministre des Affaires municipales autre que celles prévues à cet alinéa ni aucune approbation ultérieure de ce ministre. ».

51. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 25, du suivant :

« **25.1** Toute municipalité peut conclure une entente par laquelle elle confie à une personne la responsabilité de tenir le registre prévu à l'article 23.

L'entente doit désigner la personne responsable de remplir les devoirs que les articles 24 et 25 imposent, selon le cas, au greffier, au secrétaire ou au secrétaire-trésorier de la municipalité. ».

LOI SUR L'ENTRAIDE MUNICIPALE CONTRE LES INCENDIES

52. L'article 5 de la Loi sur l'entraide municipale contre les incendies (L.R.Q., chapitre E-11) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

53. L'article 83 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est remplacé par le suivant :

« **83.** Lorsque le budget de la municipalité locale est adopté après le début de l'exercice financier, la date du 1^{er} mars prévue à l'article 81 est remplacée pour cet exercice, quant à l'expédition de l'avis et du compte, par la date correspondant au soixantième jour qui suit l'adoption du budget.

Si l'expédition de l'avis et du compte ne peut être effectuée dans le délai applicable, la municipalité locale ou, selon le cas, la Communauté ou l'autre municipalité compétente visée à l'article 82 fixe la date avant laquelle l'expédition doit être effectuée. Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle la municipalité ou la Communauté fixe cette date, son greffier en transmet au ministre une copie certifiée conforme. ».

54. L'article 131 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la première ligne, des mots «le ministre permet que»;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot «soit» par le mot «est».

55. L'article 134 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de « , sans l'autorisation du ministre ou au-delà de la date que celui-ci autorise en vertu de l'article 83, »;

2° par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le numéro « 130 », de « ou à l'article 131, selon le cas ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

56. L'article 24 a effet depuis le 17 juin 1994.

57. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).